

MARCHONS CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS !

De plus en plus de gens connaissent des problèmes de logement : loyers exorbitants, listes d'attente infinies pour les logements sociaux, appartements insalubres... Les personnes n'ayant pas les ressources suffisantes pour accéder à un logement sont durement touchées du fait de la saturation, depuis des années, des hébergements.

Le 115 ne peut plus faire face : sur l'année 2012, 98% des demandes d'hébergement d'urgence formulées auprès du 115 de l'Isère (numéro d'urgence sociale), par des personnes sans toit, ont reçu une réponse négative.

L'annonce faite le 21 janvier par M. Ayrault, à l'issue du Comité Interministériel de Lutte contre les Exclusions, de créer «9000 places de plus dans l'hébergement classique d'urgence mais aussi dans l'accueil des demandeurs d'asile » semblait donc la moindre des choses. Il s'agissait aussi de mettre fin à la « *politique du thermomètre* », politique illégale de l'État consistant à remettre les gens à la rue avec l'arrivée des beaux jours, malgré l'existence d'une loi l'interdisant (la loi de continuité de l'hébergement). Sur l'Isère, ces annonces se sont traduites par la pérennisation d'environ 600 places d'hébergement d'urgence ouvertes durant l'hiver...

LA PREFECTURE DE L'ISERE

Mais le 12 juin, la préfecture annonce l'arrêt brutal du dispositif d'urgence pour des raisons budgétaires, menaçant **au moins 600 personnes** d'être remises à la rue.

Cette décision s'oppose à plusieurs lois protégeant les hébergés (loi de continuité, loi protégeant le domicile, existence de contrats d'hébergement), mais certains directeurs d'associations gestionnaires n'hésitent pas à exercer sur eux des pressions morales afin de leur faire quitter les structures. La préfecture distribue de nombreuses OQTF (obligations de quitter le territoire français) et envoie ses policiers dans les centres, afin d'en faire partir les migrants. C'est la poursuite d'une politique d'expulsion du territoire à la fois inhumaine et inefficace.

LES PRESSIONS

A l'Isle d'Abeau, la plus grande partie des 60 personnes hébergées quitte l'hébergement sous la pression. **A Grenoble**, plusieurs personnes et familles hébergées dans des appartements ou des résidences partent aussi par peur.

ET SI ...

Les Etrangers vivent des situations angoissantes et incertaines dans toutes les démarches qu'ils ont à faire, à commencer par la demande d'asile.

Et s'ils étaient régularisés ? les étrangers entreraient dans le droit commun et auraient accès à d'autres solutions que les hébergements d'urgence, y compris par le travail et l'accès au logement.

LA LUTTE PAYEE, MAIS ...

Grâce aux démarches combinées d'associations, de collectifs, et de certains travailleurs sociaux écœurés de ce qu'on leur demande, la mobilisation sur l'agglomération contraint l'État à revoir ses plans et le préfet annonce le 27 juin une rallonge de 1,7 millions d'euros pour l'Isère. **La somme est insuffisante pour garder l'ensemble des places.** Les pressions continuent donc et les hébergés sont toujours dans l'incertitude de ce qui va leur arriver. Où iront toutes les personnes rejetées à nouveau dans la rue ? Dans les tentes que la Métro (communauté de communes) a commencé sans honte à installer sur différents sites ?

LA CRISE ?

L'État prétend ne pas avoir assez de moyens pour protéger les pauvres et les migrants : assez !

La « crise » n'est pas la cause, mais l'alibi d'une politique raciste et inégalitaire. L'État se désengage de sa responsabilité de protéger les individus par rapport aux risques sociaux (maladie, chômage...) et traque les étrangers, rendus responsables de tous les maux.

Ne soyons pas dupes des discours racistes et populistes qui cachent les vrais problèmes sociaux et économiques. Nous avons tous et toutes à gagner à être solidaires !

NOUS SOMMES RESOLUMENT

Contre le « tri humain » que pratiquent sans honte les institutions,

Contre les expulsions de logements et du territoire,

Pour une organisation sociale qui tienne compte des besoins des personnes, d'où qu'elles viennent,

RENDEZ-VOUS VENDREDI 5 JUILLET A 14H, rue Félix Poulat

(arrêt de tram Victor Hugo), pour marcher ensuite jusqu'à la préfecture.

Des hommes et des femmes en hébergement d'urgence qui s'inquiètent de se retrouver à la rue et les personnes, collectifs et associations qui les soutiennent.

« Il paraît que la crise rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Je ne vois pas en quoi c'est une crise. Depuis que je suis petit, c'est comme ça. » Coluche